

## **Analyse : la Russie, ou la difficulté d'exister...**

Au lendemain de notre réunion mensuelle où, faute de temps, j'ai dû laisser de côté ce thème, je voudrais profiter de l'opportunité de la Lettre pour vous proposer cette analyse de la politique extérieure russe.

Après les deux coups de force de 2008 : le blocage pendant de longues semaines d'hiver des livraisons de gaz à l'Ukraine et donc à l'Europe, et la brutale riposte militaire à la fort maladroite et irréfléchie attaque de l'Ossétie par le président géorgien Saakachvili, qui s'est traduite par l'annexion de fait des deux provinces sécessionnistes, la Russie du couple Medvedev-Poutine a voulu continuer d'exister en 2009, dans un contexte profondément bouleversé par la crise et l'élection de Barack Obama, et elle a un peu de mal à tenir sa place...

Plusieurs faits peuvent être relevés, qui ne vont pas tous, bien sûr, dans le même sens... En positif, une attitude plus conciliante de la nouvelle administration américaine qui souhaite pouvoir compter sur le soutien de la Russie vis-à-vis de l'Iran et aussi face au problème afghan... L'Otan, puis l'Europe, après un an de bouderie, veulent renouer avec la Russie... La visite prochaine d'Obama à Moscou est attendue avec intérêt...

Un meilleur climat permettra-t-il d'éviter un nouveau blocage des livraisons à l'Ukraine auquel beaucoup d'analystes s'attendent ? Outre les accords toujours pas conclus avec l'Ukraine, Gazprom a ses propres problèmes et Gazprom étant l'Etat, c'est une première source d'inquiétude pour les dirigeants russes. Le géant gazier est toujours « triomphaliste » analyse « Le Monde », mais il est « affaibli » par une chute de 84% de son bénéfice au 4<sup>ème</sup> trimestre et une capitalisation qui a diminué de près d'un tiers... Il enregistre aussi de sérieuses déconvenues dans le bilan financier de ses contrats d'approvisionnement à long terme avec les républiques d'Asie centrale, où il a préempté le gaz turkmène et ouzbek au prix fort pour contourner les occidentaux, alors qu'avec la baisse du prix du gaz, il doit aujourd'hui le revendre à perte, se trouvant même obligé de fermer des puits en Russie et de renoncer à l'exploitation d'autres gisements. « La forte baisse de la consommation de gaz place Gazprom sous pression », titre un autre article du « Monde », d'autant que l'Europe s'est fixé des objectifs de baisse de la consommation d'énergie et que les Etats-Unis, de leur côté, ont une chance de produire des gaz non conventionnels à des coûts acceptables et de s'affranchir ainsi de la dépendance russe...

Ces préoccupations renforcent encore cette sorte de fièvre obsidionale du pouvoir russe dans son « kriegspiel » face à l'Europe, en amont (en faisant pression sur le Turkménistan qui tente de diversifier ses débouchés), comme en aval (la course à la réalisation du gazoduc Southstream pour contrecarrer le projet européen Nabucco ; et dans cette affaire, une fois de plus, l'Europe est divisée...)

Une menace, par contre, a fait long feu : l'exportation prioritaire du gaz vers la Chine et l'Asie n'est pas pour demain. La preuve en a été donnée par l'échec des conversations qui viennent de se tenir entre le président chinois et les russes à Moscou, au lendemain du sommet d'Ekaterinenbourg (sur lequel nous reviendrons). L'accord entre les politiques et entre Gazprom et la CNPC (China National Petroleum Corporation) n'a pu se conclure à cause d'un écart considérable sur les exigences des uns et des autres, la Chine proposant un prix quatre fois plus bas que l'Europe...

A trois semaines du premier séjour en Russie du président américain, Moscou n'avait pas économisé sa peine : trois sommets en quelques jours, celui de l'Organisation du traité de sécurité collective (ODKB), l'alliance militaire de sept Etats de l'aire post-soviétique, celui de l'Organisation de coopération de Shanghaï et enfin, à Ekaterinenbourg, la réunion des

partenaires du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Trois sommets, trois échecs relatifs... Le premier sommet avait pour objet de créer une force de réaction rapide à l'instar de l'OTAN. Deux pays, la Biélorussie et l'Ouzbékistan, ont refusé de signer le document final ou de s'y associer. Un analyste indépendant cité par Marie Jégo dans « Le Monde » considère que ce piètre résultat est à mettre au compte « de la politique étrangère menée par Vladimir Poutine. » Partagé entre le besoin de faire peur et le désir de séduire, le Kremlin « n'a ni les moyens ni le savoir-faire » pour attirer ses partenaires dans son sillage. Il en a été de même avec le groupe de Shanghaï : là encore, le désaccord était criant ; Moscou et Pékin voulaient cette fois parler économie, alors que les républiques d'Asie centrale pensaient sécurité et au premier rang d'entre elles le Tadjikistan et l'Ouzbékistan qui ont une frontière commune avec l'Afghanistan... Enfin, le BRIC : « De BRIC et de BROC » titre joliment Marie Jégo dans sa « Lettre de Russie » (« Le Monde » du 19-06). Medvedev voulait faire reconnaître la qualité de monnaie de réserve au rouble et au yuan. La Chine elle-même a fait semblant de ne rien entendre ; elle ne tenait pas à la moindre dépréciation du billet vert, possédant, d'après les estimations, un matelas de 2000 milliards de dollars...

Au total, selon les sujets, des difficultés avec la Biélorussie, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan. Ajoutons le Kirghiztan : Moscou n'était pas peu fier d'avoir obtenu de Bichkek qu'il mette en demeure les Américains de déménager de la base de Manas sous 180 jours. Las ! Une double démarche américaine et française a fait changer d'avis les Kirghizes... Au même moment, l'Ouzbékistan, regardant depuis longtemps vers l'Ouest et ayant déjà mis à la disposition de l'OTAN le point de passage de Termez, décide d'élargir sa coopération avec Washington...

Mais les tensions les plus révélatrices sont encore celles qui viennent de se révéler entre la Russie et la Biélorussie, alors qu'il n'y a pas longtemps encore Loukachenko plaidait pour une union entre les deux pays... et que même, très récemment, il avait refusé de faire le déplacement à Bruxelles lors de la réunion organisée par l'UE sur le thème du partenariat oriental... Révolté par l'interdiction à la vente en Russie d'un millier de produits laitiers biélorusses et le refus signifié par V.Poutine de verser à Minsk la dernière tranche du crédit qui lui avait été consenti parce que la Biélorussie préférerait les dollars aux roubles, d'autant que l'aide devait s'accompagner de la reconnaissance de l'Abkhasie et de l'Ossétie du Sud, Loukatchenko a promis à Moscou « une nouvelle Tchétchénie » (diable !...) et déclaré qu'ils « dev[aient] chercher [leur] bonheur ailleurs. »

Cet isolement de la Russie, qu'il convient bien sûr de relativiser, est aggravé par le fait que ce pays est loin de connaître la stabilité interne : les assassinats, attaques et attentats récents au Daghestan et en Ingouchie, le calme précaire régnant en Tchétchénie, écrasée sous les bottes de Kadyrov et des ses nervis, les risques de révoltes ouvrières liées aux licenciements massifs, autant de facteurs de graves crises. Y aura-t-il toujours unité de vues au sein de l'étrange dyarchie (existe-t-elle-même encore vraiment aujourd'hui ?...) au sommet de l'Etat ?... Et la seule réponse sera-t-elle encore et toujours la répression ?...

Jean-Jacques Pascal(09-09)

*Références : « Le Monde » : « Gazprom, le géant gazier affaibli mais triomphaliste » 06-06-09 ; « La forte baisse de la consommation de gaz place Gazprom sous pression » 19-06-09 ; « De bric et de broc » 19-06-09 ; « Biélorussie : M.Loukachenko menace le Kremlin d'une*

*nouvelle Tchétchénie » ; « Assassinats, accrochages, violences s'intensifient dans le Caucase » 12-06-09 ; « La politique russe dans le Caucase fragilisée par un attentat en Ingouchie » 26-06-09. On pourra lire aussi, dans la même optique (vouloir exister), toujours dans le même quotidien, « La Russie veut redevenir le « grenier à blé » du monde » 06-06-09.*